

- P9 - Pour échapper à la crise, soyez riches
- P10 - Semences : la biodiversité sacrifiée sur l'autel de la productivité
- P10 - OGM : la bataille passe des champs aux pailles
- P12 - City of life and death

- P2 - Le Caucase sous tension
- P3 - La Tunisie doute de sa dette
- P4 - L'anguille sous le rocher
- P5 - La preuve par le chômage
- P6 - ¡ El pueblo unido jamás será vencido !
- P8 - L'art d'accommoder les restes

## Cher Jean-Marc,

Depuis l'élection de François, tu es à Matignon avec une bande de potes super chouettes qui font des super discours (parfois un peu ambigus et contradictoires mais tout de même super sympas). Ne crois pas que nous te chantons des louanges ! Après les affreux de Sarko et Fillon, c'était tout de même facile.

Donc, cher Jean-Marc, si nous t'écrivons c'est pour te dire que nous ne pouvons plus attendre et que les discours suivis de rien ou suivis du contraire commencent à nous les briser menu : les Français ne t'ont pas

choisi, toi et ta bande de super potes, pour faire la même politique que les affreux d'avant, mais justement pour en changer.

Prenons un exemple : le traité européen... François s'est fait élire en particulier sur l'idée qu'il allait remettre l'Europe à l'heure et s'attaquer sévère à la Merkel... tout ça pour essayer de nous revendre, six mois plus tard, le même traité pourri... si, si, sois-en certain : ça énerve.

Ça énerve d'autant plus que les banques continuent de s'en

mettre plein les poches pendant que vous roupillez, et que la règle des 3% est une vaste fumisterie<sup>1</sup> qui empêche toute relance.

Pour Peugeot, Mital, Sanofi, Pétrplus, etc., vous pédalez beaucoup, mais ça n'avance pas des masses... et ça nous énerve aussi.

Sur le nucléaire, en dépit de la



*on a les super-héros qu'on peut ...*

présence de quelques phénix de l'écologie mondiale dans le gouvernement, alors que les Allemands comme les Japonais préparent leur sortie de l'atome, tu annonces la fermeture d'une centrale « passoire » (c'est bien)... mais sans parler de l'état de toutes les autres, et tout en continuant le chantier de « super-phénix » qui est une absurdité économique autant qu'écologique... Ça fait désordre et pas très sérieux tout ça, même pour quel-

(suite P7)



# Le Caucase sous tension

**Le Haut-Karabakh... Une de ces régions méconnues du Sud-Caucase, coïncée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Mais ce petit bout de terre pourrait bien revenir à la une de l'actualité à la suite d'une décision particulièrement hasardeuse des autorités hongroises.**

Entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, le conflit date depuis près de 90 ans. Région montagneuse peuplée majoritairement d'Arméniens, le Haut-Karabakh fait partie de l'Arménie jusqu'en 1923, date à laquelle Staline, dans son grand jeu de redécoupage des frontières, la rattache à la République voisine d'Azerbaïdjan. En 1988, peu avant l'effondrement de l'URSS, le Haut-Karabakh annonce son intention de se séparer de l'Azerbaïdjan, provoquant un conflit armé entre les troupes arméniennes et azerbaïdjanaises. Un cessez-le-feu est conclu en mai 1994 après la victoire de la partie arménienne. Mais aucun accord diplomatique n'a été trouvé sur le statut de cette région, qui est aujourd'hui officiellement « indépendante », bien que sous contrôle arménien. L'Azerbaïdjan menace toujours de recourir à la force militaire pour récupérer le territoire.

Un nouvel épisode vient de raviver les tensions entre les deux pays : fin août, la Hongrie extradite un soldat azéri, Ramil Safarov, condamné en 2004 à perpétuité pour avoir assassiné un officier arménien lors d'un stage organisé par l'OTAN à Budapest. L'Azerbaïdjan avait alors promis aux autorités hongroises que le soldat continuerait de purger sa peine dans son pays. Mais dès son retour à Bakou, il est gracié, et même promu au grade de commandant... L'Etat azéri va jusqu'à lui verser son salaire pour les 8 années passées dans les prisons hongroises. Cet épisode intervient dans un contexte très tendu, qui voit les violations du cessez-le-feu se multiplier depuis plusieurs mois. Une hérésie diplomatique qui pourrait coûter cher.



Pourquoi les autorités hongroises ont-elles pris une décision aussi dangereuse, sachant que quelques jours plus tôt, Budapest avait assuré au Président arménien qu'aucune extradition de Safarov n'était à l'ordre du jour ? Malheureusement, la réponse est simple : l'Azerbaïdjan, riche de ses rentes pétrolières, a fait miroiter à Budapest la perspective d'investir dans la dette hongroise à hauteur de plusieurs milliards de dollars... Lorsqu'on se rappelle les grandes valeurs humanistes du Premier ministre hongrois Viktor Orban<sup>1</sup>, on est finalement peu étonné de ce choix. Et voilà comment une sombre négociation financière entre grands démocrates jette de l'huile sur le feu caucasien, déjà bien attisé par les provocations russes à l'égard de la Géorgie<sup>2</sup>.

## Magali

1 - Depuis son accession au pouvoir, Viktor Orban s'est efforcé de déchiqueter la démocratie hongroise : liberté de la presse remise en question, mainmise du parti au pouvoir sur tous les organes de l'Etat hongrois, nouvelle constitution qui supprime le mot « République » et fait explicitement référence à Dieu, etc.

2 - Cf. *Le Piaf* 9



# La Tunisie doute de sa dette

Contrairement à ce que nous racontent nos hommes politiques, la dette d'un pays ne ressemble pas à celle d'un ménage. Tout d'abord, si l'Etat emprunte souvent pour construire de nouvelles routes ou des hôpitaux, un Etat se retrouve parfois à emprunter de l'argent pour des raisons plus complexes. Par exemple, l'Etat est parfois dans l'obligation de reprendre à son compte les dettes d'une grande entreprise au bord de la faillite. Très souvent, l'Etat lance un nouvel emprunt pour permettre des allègements fiscaux ayant pour but officiel d'encourager la production, l'emploi ou la consommation<sup>1</sup>. Bien souvent, ces allègements sont en faveur des grandes entreprises, ainsi les dettes les plus importantes d'un Etat peuvent être vues comme des transferts d'argent de la poche des contribuables vers les entreprises. Pire encore, pour emprunter, les Etats se tournent vers les banques européennes, provoquant, d'après Pierre Khalifa, « *une situation hallucinante dans laquelle les banques privées se refinancent à un taux dérisoire auprès de la Banque Centrale Européenne et prêtent aux Etats à des taux nettement supérieurs voire carrément usuraires*<sup>2</sup> ». Ainsi, une part importante de la dette d'un Etat peut être dite « dette illégitime ». C'est pourtant à cause du remboursement de la dette que les Etats aujourd'hui se saignent et se refusent à investir pour relancer l'économie.

L'Equateur et le Paraguay ont bien compris l'absurdité des montages financiers qui composent la dette de leur pays. Par exemple, le président Rafael Correa a assaini les finances de son pays en faisant le tri dans les factures. Fin 2008, une commission d'audit, composée d'économistes équatoriens et étrangers, annonce que la dette extérieure commerciale - engagée avec des institutions privées - est majoritairement « illégale et illégitime ». Les lois locales ont été contournées avec l'aide de fonctionnaires ou d'élus pour imposer des contrats à tiroirs... Correa suspend alors certains remboursements, laisse les titres s'effondrer, puis les rachète à 35% de leur valeur. L'opération permet de se débarrasser de près d'un tiers de la dette extérieure publique ! Après quelques difficultés passagères, l'Equateur peut même à nouveau réemprunter comme avant auprès de ces mêmes organismes<sup>3</sup>.

Sortant d'une dictature où la famille au pouvoir accaparait une bonne part de l'économie, la Tunisie désire suivre cet exemple. A la demande du président tunisien, l'Equateur va prochainement envoyer une équipe d'économistes en Tunisie pour conseiller et partager l'expérience de son pays sur l'audit de la dette. Un projet de loi a même été déposé à l'Assemblée nationale constituante tunisienne en ce sens. Ce projet de loi reste néanmoins un peu timide car il ne s'attaque pas à la dette illégitime, mais à la « dette odieuse ».

C'est-à-dire l'argent emprunté par la Tunisie sous la dictature, détourné par le pouvoir autoritaire et qui n'a pas bénéficié au peuple tunisien.

**G.K.W. VanDenParaboum**

- 1 - Cadeaux dont on ne constate jamais l'utilité réelle : voir article p.5.
- 2 - Pierre Khalifa, article du *Monde* du 12/09/11
- 3 - Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde: [cadtm.org/Rafael-Correa-met-la-dette](http://cadtm.org/Rafael-Correa-met-la-dette)

## Le grand méchant loup libéral arrive en Tunisie

Depuis l'arrivée de la démocratie en Tunisie, les entreprises auparavant accaparées par la famille au pouvoir ont changé de main : si quelques-unes ont été nationalisées, la majorité a été vendue à des investisseurs privés européens ou qataris. L'investissement massif de l'Europe, surtout français, en Tunisie n'a jamais exigé de contrepartie du pouvoir (à part quelques séjours touristiques pour nos dirigeants...). En revanche, les discussions commerciales à venir cet automne entre l'Europe d'un côté et le Maroc et la Tunisie de l'autre, sont tout autres : les investissements étrangers seront conditionnés à davantage de démocratie et de respect des droits de l'homme... Mais ils seront surtout conditionnés à une libéralisation totale de l'économie : privatisation, dérégulation, ... De quoi permettre aux grandes entreprises européennes de prendre le pouvoir économique.

Pour en savoir plus : interview de Nessim Djaziri, émission Modes d'emploi, Fréquence Paris Plurielle du 12/10/12, [www.modes-d-emploi.net](http://www.modes-d-emploi.net)



# L'anguille sous le rocher

Qui avait entendu parler jusque là des îles Senkaku ? Ou peut-être les connaissiez-vous mieux sous leur petit nom chinois, les îles Diaoyu ? Non, toujours rien ? C'est normal. Désertes, perdues au milieu de la mer de Chine, ces bouts de terre peu hospitaliers ne risquent pas de figurer dans les catalogues des agences de voyage. Pourtant, les Chinois et Japonais s'y intéressent de tellement près qu'ils se les disputent depuis plus de 70 ans... Ce territoire de 7 km<sup>2</sup> revêt en effet une importance stratégique puisqu'il permet l'accès aux ressources gazières qui dorment dans le fond de la mer... De plus, les eaux qui entourent ce petit archipel sont particulièrement poissonneuses.

Le Japon a mis le feu aux poudres début septembre en annonçant sa décision d'acheter ces îles à leur propriétaire privé<sup>1</sup>. La Chine a réagi en envoyant deux navires de patrouille dans les eaux environnantes. Mais surtout l'événement a ravivé de vieux sentiments nationalistes en Chine, ce qui s'est traduit par de nombreuses manifestations anti-japonaises, parfois violentes, dans tout le pays.

On notera que bizarrement, alors que le mot « rassemblement », par exemple, ne peut

pas faire l'objet d'une recherche sur le web car censuré par les autorités, les Chinois pouvaient librement se procurer des informations en tapant les mots-clés « manifestation anti-japonaise »... En effet, l'affaire n'était pas sans arranger le gouvernement chinois, qui a trouvé là une belle opportunité de détourner l'attention du peuple vers des sujets autres que les scandales qui secouent le Parti Communiste depuis plusieurs mois<sup>2</sup>. Bref, une diversion salutaire à quelques semaines de l'ouverture, le 8 novembre prochain, du XVIIIème Congrès du Parti qui doit permettre le renouvellement des instances dirigeantes<sup>3</sup>.

## Magali

1 - Elles sont en effet la propriété de familles japonaises depuis 1890.

2 - Bo Xilai, ancien chef du PC de la ville-province de Chongqing, a récemment été expulsé du Parti communiste : il est accusé d'avoir couvert le crime, commis en novembre 2011, de l'homme d'affaires britannique Neil Heywood pour lequel son épouse a finalement été condamnée, ainsi que d'abus de pouvoir, de corruption massive et de « relations sexuelles déplacées avec de nombreuses femmes ». Une affaire qui fragilise jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat.

3 - Sauf rebondissement, le vice-président Xi Jinping, 59 ans, devrait alors remplacer le président Hu Jintao, actuel secrétaire-général du parti.





# La preuve par le chômage

« L'austérité et la réduction des déficits publics, il n'y a que ça de vrai, et en plus on ne peut pas faire autrement! » Cette phrase résume la pensée unique européenne dominante pour les instances de l'Union Européenne, les gouvernements et les grands organes de presse... sauf que les faits sont têtus et qu'on peut facilement se rendre compte de leur aveuglement.

Regardons pour cela les conséquences de l'austérité dans tous les pays européens qui tentent de réduire drastiquement leurs déficits.

Pour tous, on constate une augmentation du chômage et de la précarité avec, comme corollaires, la baisse de la consommation comme de la croissance

(lorsqu'il en reste). Les dernières statistiques européennes sont accablantes : 11,4% des Européens sont au chômage et tout annonce une augmentation à venir. Des pays comme la Grèce ou l'Espagne sont aux alentours de 25% de chômeurs (près de 50% pour les jeunes). Et plus ils accentuent leurs « efforts », au sens de l'austérité, plus la situation sociale s'aggrave.

Certains économistes s'emparent de ces chiffres du chômage ou de la chute de la consommation pour justifier des cures d'austérité supplémentaire... Mais il existe pourtant des pays beaucoup plus endettés que la moyenne des pays européens, qui s'en sortent mieux. C'est le cas des Etats-Unis avec un peu plus de 8% de chômeurs ou du Japon avec un peu plus de 4%.

## Des gouvernants européens amnésiques

La recette de l'austérité a déjà été utilisée dans l'histoire récente. Les gouvernants européens sont-ils tous trop jeunes et trop

ignares pour se rappeler que ce sont, justement, de telles politiques de désengagement de l'Etat, menées sous l'égide du FMI dans les années 70 qui ont plongé nombre de pays africains et sud-américains dans la misère<sup>1</sup> ?

Même au niveau européen, les pays qui s'en sortent le moins mal en ce moment sont ceux dont les Etats empruntent encore aux banques centrales et non aux banques privées. C'est le cas de la banque d'Angleterre

qui a acheté des bons du trésor du Royaume-Uni. Comme le dit Sony Kapoor, économiste libéral : « Plus important, les marchés estiment que si les taux d'emprunt augmentent, la banque d'An-

gleterre interviendra alors. C'est ce qui a permis au Royaume Uni de pouvoir emprunter à des taux record alors que les taux d'emprunt de l'Espagne augmentent inexorablement<sup>2</sup>. »

Il faut avoir la mémoire bien courte pour oublier qu'après la grande dépression des années 30, c'est justement en augmentant les dépenses et les embauches publiques que les Etats-Unis, menés par Roosevelt selon les principes de l'économiste Keynes, ont pu sortir leur économie de l'ornière.

Jmj

1 - Voir , par exemple, *La stratégie du choc* de Naomi Klein, (livre et vidéo) ou l'article correspondant dans le *Piaf* N°55

2 - Tribune *La banque centrale européenne ne peut pas tout du Monde* du 10/09/12



## ¡ El pueblo unido jamas sera vencido !



Le slogan n'a pas pris une ride depuis le Chili ou Cuba dans les années 60/70 mais de l'entendre scander inlassablement par les indignés espagnols lors de la manifestation du 25 septembre dernier avait quelque chose de très émouvant, comme de voir agiter le drapeau de la république (banni par Franco en 1939)... De plus, cette manifestation ne s'est pas contentée de symboles et de slogans nostalgiques : elle devait symboliquement entourer le parlement pour dénoncer la non-représentativité de la classe politique.

Ce jour-là, un mouvement très large, amplifié par les indignés espagnols (toutes générations confondues) a demandé pacifiquement l'élection d'une assemblée constituante pour en finir avec un système politique de moins en moins à l'écoute du peuple et qui ne mène à rien d'autre qu'une faillite financière, morale et politique de plus en plus grave. Beaucoup de pancartes réclamaient la république ou plus simplement encore la démocratie.

Les indignés espagnols ciblent, avec les trois revendications suivantes, le cœur du problème.

La monarchie même parlementaire est un anachronisme dérisoire et coûteux<sup>1</sup>.

Il n'y a plus de véritable démocratie lorsque les alternances sont factices : le gouvernement alterne entre la droite (Parti Populaire) et la gauche (Parti Socialiste) sans réel changement.

Un changement de « pantin » ne suffit pas : le personnel politique se réduit à l'état d'une caste fermée interconnectée avec la presse et les milieux d'affaires... La manifestation réclamait de nouvelles règles et donc une nouvelle constitution.

### Los pueblos unidos jamas seran vencidos !

Ce qui est vrai pour l'Espagne l'est tout autant dans l'ensemble des démocraties occidentales (et Japon) et ce n'est certainement pas la « petite » alternance que nous venons de vivre en France qui pourra nous détourner de cette analyse... Alors indignons-nous et changeons tout cela. Hasta la victoria siempre !

#### Jmj

1 - Ce qui est d'autant plus immoral lorsque l'on sabre dans les dépenses publiques et sociales.



## Cher Jean-Marc (suite de la page une)

qu'un qui a montré, à Nantes, ne rien comprendre à l'écologie<sup>2</sup>... Et là encore ça nous énerve beaucoup, beaucoup.

On pourrait continuer la liste mais nous ne voulons pas abuser de ton précieux temps alors nous te proposons de t'abonner au Piaf pour avoir des idées claires (et des idées tout court), ou de lire les écrits des « Economistes atterrés<sup>3</sup> », les petits résumés scientifiques d'Attac<sup>4</sup> ou encore écouter Daniel Mermet<sup>5</sup> parce que tu le sais bien : « en France on n'a pas de pétrole mais on a des idées »... Mais tu sais, les idées c'est comme la liberté... « ça ne s'use que si l'on s'en sert ».

Bref, tout ça pour te dire que si ça ne change pas très vite et très bien, faudra pas venir pleurer si tu te prends des taules aux élections ou si un grand mouvement indigné (ou autre) vient vous faire la misère.

Jean-Marc<sup>6</sup> J. pour Le Piaf



Jean-Marc (de Matignon)



Jean-Marc (du Piaf)

POUR LEQUEL VOTEZ-VOUS ?  
(jeu-concours sans obligation d'achat)

1 - voir l'article du *Parisien* du 28 septembre 2012 : 3 % de déficit : « le chiffre est né sur un coin de table » (eh oui ça arrive un article intéressant dans le *Parisien*).

2 - Jean-Marc voulait bâtir un aéroport inutile à côté de Nantes en pleine zone protégée

3 - [www.atterres.org](http://www.atterres.org)

4 - [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

5 - [www.la-bas.org](http://www.la-bas.org)

6 - Camarade premier ministre, je me permets de t'appeler par ce prénom ringard et désuet parce que c'est aussi le mien sinon tu penses !

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus  
Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchampt

75018 Paris - France

[contact@le-piaf.org](mailto:contact@le-piaf.org)

[www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Directeur de la publication

du numéro 60 : Magali Vuillaume

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Oliver

Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux,

Robert Moiseau.



# L'art d'accommoder les restes (et les chiffres)

Vincent Peillon, Ministre de l'Éducation Nationale, a annoncé le 26 septembre vouloir recruter 40 000 professeurs, ce que toute la presse a répercuté et commenté comme il se doit. Après les mensonges de ses prédécesseurs du gouvernement Fillon, le monde enseignant a pris l'habitude de bien vérifier les chiffres issus de la « com » ministérielle<sup>1</sup>. Ancien professeur de philosophie, Vincent Peillon a, certes, de bien meilleures intentions et sait à peu près de quoi il parle, malheureusement le ministre a commis plusieurs erreurs ou omissions de taille dans cette présentation.

En premier lieu, l'effet d'annonce est considérable : 40 000 professeurs de plus, alors que, dans les six dernières années, la droite avait supprimé plus de 80 000 postes. Qui ne serait pas impressionné par un tel chiffre ? Sauf que ce ne sont pas 40 000, mais seulement 19 à 21 000 puisque le chiffre du ministère comprend le remplacement des départs à la retraite prévus cette année.

En second lieu, ce chiffre mirobolant comprend des embauches précaires d'étudiants et de vacataires qui viendraient « boucher les trous » mais dont les emplois ne sont pas pérennes.

En troisième lieu, le chiffre, si rond soit-il, est à mettre en regard de la démographie scolaire. En France, le taux de fécondité par femme est en augmentation constante depuis 1999, avec, pour conséquence, une aug-

mentation de 0,3 % du nombre d'élèves par an dans le 1er et 2nd degré, soit 50 000 élèves supplémentaires entre les rentrées 2009 et 2010 par exemple<sup>2</sup>.

Dans un autre registre, le ministre déplore la baisse du nombre des candidats aux concours en admettant qu'il regrette la faiblesse des rémunérations des enseignants. Qui pourrait penser cela ? Bac + 5 pour gagner moins de 1600€ net en début de carrière<sup>3</sup>, avec toujours moins de moyens et des conditions de travail qui empirent d'année en année, n'est-ce pas attractif ?

## Jmj

1 - Luc Chatel avait par exemple annoncé qu'il y avait 4500 élèves de moins lors de la dernière rentrée scolaire alors qu'il y en avait justement 4500 de plus.

2 - Source Insee : [www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=T12F101](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=T12F101)

3 - Traitement d'un professeur des écoles à l'embauche ; traitement d'embauche d'un professeur certifié 1800€ ; au bout de 10 ans de carrière, moins de 12,5 % d'augmentation.

## Aveuglement ministériel pour le 93

La rentrée scolaire pour le 1er degré a été une des pires jamais connues pour le département de Seine-Saint-Denis : 250 postes étaient vacants et près de 50 classes sans professeurs ! Les professeurs remplaçants ont été mis sur des postes fixes. Les premières négociations entre les syndicats et le ministère ont conduit seulement à l'embauche d'une centaine de vacataires sans garantie d'embauche définitive par la suite. Le jeudi 11 octobre, malgré une grève de près d'un enseignant sur deux et d'un rassemblement d'un millier de personnes devant le ministère, aucune délégation syndicale n'a été reçue...





# Pour échapper à la crise, soyez riches

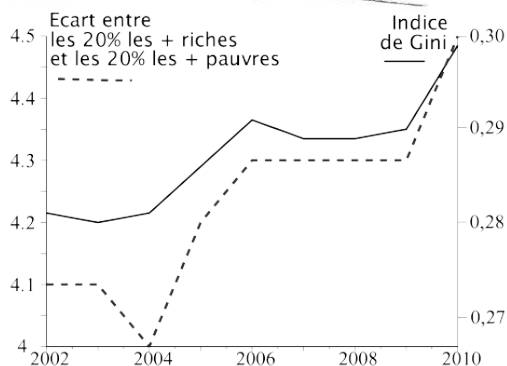


Qu'appelle-t-on niveau de vie ? Dans un ménage, le niveau de vie d'une personne est le revenu disponible du ménage divisé par le nombre « d'unités de consommation » (UC). Pour tenir compte des économies que l'on fait en vivant à plusieurs, on compte 1 UC pour le 1er adulte et 0,3 à 0,5 UC pour les autres personnes du ménage. Quant au revenu disponible, c'est le revenu plus les prestations sociales moins les impôts directs.

Selon la dernière enquête INSEE sur les revenus des Français<sup>1</sup>, le niveau de vie médian<sup>2</sup> a baissé de 0,5 % entre 2009 et 2010, pour s'établir à 1610 € par mois. Les 30 % les plus pauvres de la population ont été les plus touchés, avec une baisse d'environ 1,5 %, tandis que les 5 % les plus riches sont les seuls à avoir échappé à la baisse et voient leur niveau de vie augmenter de 1,3 %. Ainsi, l'écart de niveau de vie entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres est passé de 4,3 à 4,5. Comme le montrent les graphiques, cet écart, ainsi que l'indice de Gini, mesure classique des inégalités<sup>3</sup>, augmentent depuis 2002.

Corollairement, la pauvreté se porte bien aussi. Le seuil de pauvreté est défini comme 60 % du niveau de vie médian, soit 964 € par mois en 2010. Le pourcentage de pauvres est passé de 13,5 % en 2009 à 14,1 % en 2010, alors que le seuil a peu varié.

Cet accroissement de la pauvreté ne provient pas du chômage, assez stable entre 2009 et 2010, mais de conditions de vie plus



difficiles des inactifs : les retraités (à cause de la faible revalorisation des pensions), les allocataires des minima sociaux et surtout les enfants, chez qui la pauvreté est passée de 17,7 % à 19,6 % en un an. En effet, les familles nombreuses font généralement partie des catégories à faibles revenus, les plus touchées par la baisse du niveau de vie ; d'autre part des primes de solidarité versées en 2009 ne l'ont pas été en 2010.

Il était temps de dégager la droite.

**Folubert Sansonnet**

1 - [www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1412/ip1412.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1412/ip1412.pdf)

2 - A ne pas confondre avec le niveau moyen, le niveau médian sépare la population en deux moitiés : ceux qui gagnent plus et ceux qui gagnent moins.

3 - L'indice de Gini varie entre 0 pour l'égalité parfaite et 1 pour l'inégalité extrême, où une personne concentrerait 100 % des revenus.



## Semences : la biodiversité sacrifiée sur l'autel de la productivité

La Cour de Justice de l'Union Européenne vient de donner raison au semencier Baumaux qui avait intenté un procès à l'association Kokopelli pour concurrence déloyale<sup>1</sup>. Le semencier dénonçait la distribution par l'association de 1 500 types de semences potagères issues de variétés anciennes, paysannes ou rares qui permettent, selon Kokopelli, de maintenir la biodiversité agricole, mais qui ne sont pas inscrites dans les catalogues de semence officiels<sup>2</sup>.

Condamnée une première fois en 2005 à 10 000 euros d'amende par le tribunal de Nancy, l'association avait saisi la Cour de Justice de l'Union Européenne afin de vérifier la légalité de la réglementation imposant l'enregistrement des variétés au regard de la Charte des droits fondamentaux de l'Union.

La Cour, aux termes d'une analyse étonnement superficielle de l'affaire, et d'une décision qui ressemble plus à un communiqué

de presse qu'à un jugement de droit, justifie l'interdiction du commerce des semences de variétés anciennes par l'objectif, jugé supérieur, d'une « productivité agricole accrue » !

L'expression, utilisée 15 fois dans la décision de la Cour, consacre la toute puissance du paradigme productiviste. Ce même paradigme, qui avait présidé à la rédaction de la législation dans les années soixante, a donc encore toute sa place en 2012.

Plus d'informations sur : kokopelli-semences.fr

### Bo. F.

1 - Voir *Le Piaf* n°3 et n°21.

2 - Aujourd'hui, 5 compagnies semencières contrôlent 75% de la semence potagère au niveau mondial. En France, le catalogue officiel, créé en 1922, n'enregistre que des variétés D.H.S : Distinctes (aux propriétés génétiques différentes) Homogènes (constituées de plantes identiques) Stables (donnant une semence identique à chaque nouvelle génération).

## [ Critique des médias ]

## OGM : la bataille passe des champs aux paillasses

L'étude de Gilles-Eric Séralini sur le maïs NK 603 de Monsanto, publiée le 19 septembre, a fait grand bruit. Et « réalimenté » le débat sur les OGM végétaux qui finissent dans notre assiette. Selon cette étude effectuée sur des rats, l'ingestion à long terme de ce maïs produit des effets délétères sur la santé (tumeurs mammaires, troubles hépatiques et rénaux, espérance de vie réduite).

### Un tintamarre médiatique

Si l'étude a été menée dans le plus grand secret, afin de ne subir aucune pression, sa publication a été médiatiquement très bien

préparée : exclusivité au Nouvel Observateur, conférence de presse, publication de livres et de documentaires relatant le contexte et l'évolution des travaux<sup>1</sup>. Une embuscade qui fait couiner comme des rats constipés une partie des scientifiques et la totalité du lobby pro-OGM. Si la méthode peut être contestée, et notamment le traitement d'une certaine presse écrite<sup>2</sup>, elle a le mérite de mettre en lumière un certain nombre de pratiques qui se déroulent dans la plus grande discrétion, voire opacité<sup>3</sup>. Et incite à se poser un certain nombre de questions.

- Pourquoi n'existe-il pas d'étude fiable, effectuée sur le long terme et répétée donc



incontestable, concernant la cancérogénèse et la toxicologie liée à l'ingestion de chaque OGM ?

- Pourquoi les études produites par les producteurs d'OGM, couvertes par le secret industriel (les données ne sont pas accessibles, seulement les résultats des recherches), et la plupart du temps effectuées

lérale ?

- La transmission de gènes modifiés entre OGM et variétés « conventionnelles » ou sauvages est-il suffisamment étudiée ?

La transgénèse est une technologie qui touche au cœur du vivant. Il ne s'agit pas de s'y opposer par crainte, ou par principe. Il



pendant 3 mois, sont validées sans faire tant de polémiques ?

- Les agences qui valident les études et autorisent culture et importations d'OGM<sup>4</sup> en Europe, sont-elles fiables et dénuées de conflits d'intérêts ?

### L'écologie et l'économie dans tout ça ?

La focalisation sur l'impact sanitaire des OGM nous détourne des autres effets de ce type de production sur notre environnement. Les OGM cultivés actuellement soit « *produisent une toxine insecticide, soit absorbent un herbicide sans mourir* » note Jean-Pierre Berlan, ancien directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)<sup>5</sup>. Ils semblent a priori suspects, d'autant plus que la principale société qui les produit, Monsanto<sup>6</sup>, à un lourd passif.

Mais leur développement pose d'autres questions :

- L'appropriation du vivant via des brevets est elle acceptable ? La mainmise sur les semences par quelques firmes est-elle to-

agique ?

### Bo. F.

1 - « *Tous cobayes ?* » de G.- E. Séralini, et un documentaire portant le même titre de Jean-Paul Jaud (en salle), « *La vérité sur les OGM, c'est notre affaire* » signé Corinne Lepage, et un autre documentaire, « *OGM : vers une alerte mondiale* » de Clément Fonquernie, diffusé sur la 5 le 16 octobre.

2 - Notamment le titre de une du nouvel observateur : « *Oui, les OGM sont des poisons* ». L'étude ne concerne qu'un OGM résistant à un poison...

3 - Voir *Le Piaf* n°40 - « *Lobbies Pro-OGM* ».

4 - Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire), HCB (Haut conseil des biotechnologies) en France et Efsa (Autorité européenne de sécurité des aliments).

5 - « *Les industriels agrotoxiques sont donc en train de changer le statut des pesticides : de produits toxiques à éliminer autant que possible de notre alimentation, ils en font des constituants de notre alimentation* ». Lire l'article complet « *Ne laissons pas des experts faire leur loi* », Jean-Pierre Berlan, *Le Monde*, 28.09.2012.

6 - Voir le documentaire « *Le monde selon Monsanto* » de Marie-Monique Robin.



## City of life and death

**A**u moment où Japonais et Chinois font assaut de nationalisme à propos de quelques îlots en mer de Chine, il est utile de rappeler le très lourd contentieux historique qui oppose les deux Etats, en particulier dans la période 1931-1945. Les Japonais, en plusieurs étapes, profitèrent de la faiblesse de la Chine, alors tiraillée entre les survivances coloniales et une introyable guerre civile (sur ce sujet, lire *La condition humaine*, de Malraux). Les Japonais menèrent une politique de conquête terrible, à grands coups de massacres (de militaires et de civils), d'asservissement, de prostitution forcée, de tortures...

Un film de 2009, *City of life and death*, hélas peu diffusé en France, a décrit un épisode particulièrement célèbre de cette abomination - les massacres de Nankin - avec une finesse incroyable. Le film du Chinois Chuan Lu donne, intelligemment, la parole et le premier rôle à un Japonais qui circule au milieu des horreurs perpétrées par ses compatriotes. Le film, sans complaisance, ne se vautre jamais dans le manichéisme ou dans le pathos, ne montre pas l'horreur mais la suggère la plupart du temps. Si l'on ajoute à cela une lumière fantastique et un noir et blanc envoûtant, cela donne un film à voir et à revoir et, ça tombe bien, il est sorti en DVD... Vous savez ce qu'il vous reste à faire.

JMJ

## [ Agenda ]

### Besançon, Festiv'Attac

Samedi 27 Octobre et Dimanche 28 Octobre, au Petit Kursaal, 1 place du Théâtre, Besançon  
[attachesac.canalblog.com/](http://attachesac.canalblog.com/)

### Gratuité des transports et mutuelles de fraudeurs

Débat. Locaux AMAP 4 pl Paul Langevin Saint-Denis  
 Ven 26 octobre, 19h30  
[mutuelletgv.wordpress.com](http://mutuelletgv.wordpress.com)

### Un morceau de chiffon rouge

Débat en présence du co-réalisateur Pierre Barron, et de

Marcel Trillat, documentariste et ancien de Radio Lorraine Coeur d'Acier.  
 Mercredi 31 octobre, dès 19h45 au CICP, 21 ter rue Voltaire, Paris  
[www.librairie-quilombo.org](http://www.librairie-quilombo.org)  
 Du mer 31 oct au dim 4 nov,

**24e Festival international du film lesbien & féministe de Paris**  
 Théâtre Ménilmontant, 15 rue du Retrait Paris  
[cineffable.fr/fr/edito.htm](http://cineffable.fr/fr/edito.htm)

**Forum Social Européen**  
 Florence 10 + 10 : Des forces

réunies pour une autre Europe, Forum, débats, rencontres  
 Du 8 au 11 novembre, Florence, Italie  
[firenze1010.eu/index.php/fr/](http://firenze1010.eu/index.php/fr/)

### Festival de cinéma d'Attac Images mouvementées

10e édition : Aux actes, citoyens  
 Du 9 au 18 novembre 2012 au cinéma La Clef, 21 rue de la Clef, Paris  
[imagesmouvementees.org](http://imagesmouvementees.org)

letohubohu.free.fr  
[www.demosphere.eu](http://www.demosphere.eu)  
[rezo.net/agenda](http://rezo.net/agenda)



## [ Bulletin d'Abonnement ]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.



Vous pouvez l'imprimer à partir du site [www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

### JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
  - 30 EX = 4,60 €  100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

EMAIL .....

Les chèques sont à adresser à l'ordre de:  
 Le Piaf

Le Piaf - 3 rue d'Orchamp  
 75018 Paris - France

